

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rimouski _____

Code géographique : 10043 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain St-Pierre, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-05-02

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rimouski et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rimouski et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Chiffres comparatifs

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 20 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraitées.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rimouski inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville fait l'objet d'une poursuite de nature civile d'un montant de 6 766 000 \$. Advenant un jugement de responsabilité dans ce dossier, la Ville serait responsable de verser 1 000 000 \$ à titre d'indemnité. Une réserve financière au montant de 2 739 394 \$ est disponible afin de pallier à cette éventualité. Pour tout excédent de cette somme, la Ville est couverte par ses assureurs. Actuellement, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard vu l'incertitude relative au dénouement de cette éventualité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

1

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés
287, rue Pierre-Saindon
Bureau 402
Rimouski(Québec) G5L 9A7

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A117960

DATE 2016-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	52 345 289	54 616 592	55 086 953				55 086 953
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 559 853	4 869 598	4 873 149				4 873 149
Quotes-parts	3							
Transferts	4	5 352 422	4 086 838	5 159 898		1 415 448		5 779 681
Services rendus	5	6 361 962	5 585 276	6 455 560		2 360 718		6 980 117
Imposition de droits	6	2 710 116	1 660 700	2 429 872				2 429 872
Amendes et pénalités	7	974 086	981 000	911 555				911 555
Intérêts	8	1 177 931	839 918	1 218 427				1 218 427
Autres revenus	9	2 641 975	2 715 078	3 314 880		12 546		3 327 426
	10	77 123 634	75 355 000	79 450 294		3 788 712		80 607 180
Investissement								
Taxes	11							
Quotes-parts	12							
Transferts	13	1 045 553	4 574 500	482 556				482 556
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	14	2 800 713		3 398 504				3 398 504
Autres	15					57 327		57 327
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16							
	17	3 846 266	4 574 500	3 881 060		57 327		3 938 387
	18	80 969 900	79 929 500	83 331 354		3 846 039		84 545 567
Charges								
Administration générale	19	9 788 611	11 117 327	9 810 404	390 696			10 201 100
Sécurité publique	20	10 239 067	11 291 489	10 905 451	313 973			11 219 424
Transport	21	13 674 079	13 289 323	13 151 146	4 411 763	2 359 057		18 119 271
Hygiène du milieu	22	10 428 289	9 801 632	10 465 722	5 368 698			15 834 420
Santé et bien-être	23	703 808	395 572	556 431				556 431
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 500 761	3 816 492	4 436 519	123 931	1 286 071		5 067 522
Loisirs et culture	25	10 339 575	10 872 839	10 969 846	1 961 380	102 103		12 983 197
Réseau d'électricité	26							
Frais de financement	27	2 574 202	2 517 085	2 407 382				2 407 382
Amortissement des immobilisations	28	12 304 469	12 313 423	12 570 441	(12 570 441)			
	29	74 552 861	75 415 182	75 273 342		3 747 231		76 388 747
Excédent (déficit) de l'exercice	30	6 417 039	4 514 318	8 058 012		98 808		8 156 820

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 417 039	4 514 318	8 058 012	98 808	8 156 820		
Moins: revenus d'investissement	2	(3 846 266)	(4 574 500)	(3 881 060)	(57 327)	(3 938 387)		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 570 773	(60 182)	4 176 952	41 481	4 218 433		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	12 304 469	12 313 423	12 570 441	37 669	12 608 110		
Produit de cession	5	75 207		49 589		49 589		
(Gain) perte sur cession	6	(38 724)		(10 016)	(4)	(10 020)		
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	12 340 952	12 313 423	12 610 014	37 665	12 647 679		
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	755 698		849 409		849 409		
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11	755 698		849 409		849 409		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	27 003	120 000	32 590		32 590		
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 175 766)	(6 736 152)	(6 735 595)		(6 735 595)		
	18	(7 148 763)	(6 616 152)	(6 703 005)		(6 703 005)		
Affectations								
Activités d'investissement	19	(4 490 560)	(3 710 000)	(3 404 801)		(3 404 801)		
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	15 000						
Excédent de fonctionnement affecté	21	199 715	358 500	362 924		362 924		
Réserves financières et fonds réservés	22	(700 010)	(2 121 701)	(1 910 929)		(1 910 929)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(720 563)	(163 888)	(262 977)		(262 977)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(5 696 418)	(5 637 089)	(5 215 783)		(5 215 783)		
	26	251 469	60 182	1 540 635	37 665	1 578 300		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 822 242		5 717 587	79 146	5 796 733		

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	3 846 266	4 574 500	3 881 060	57 327	3 938 387
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(259 309)	(761 600)	(512 218)	()	(512 218)
Sécurité publique	3	()	(290 400)	(181 362)	()	(181 362)
Transport	4	(3 455 310)	(7 415 500)	(5 958 827)	(2 527)	(5 961 354)
Hygiène du milieu	5	(2 489 102)	(10 000 400)	(10 558 576)	()	(10 558 576)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(144 034)	(949 000)	(157 039)	(54 800)	(211 839)
Loisirs et culture	8	(1 838 179)	(5 242 500)	(2 264 837)	()	(2 264 837)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(8 185 934)	(24 659 400)	(19 632 859)	(57 327)	(19 690 186)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(1 940 680)	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 956 738		2 479 696		2 479 696
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	4 490 560	3 710 000	3 404 801		3 404 801
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	777 807				
Excédent de fonctionnement affecté	16	274 950		498 727		498 727
Réserves financières et fonds réservés	17	1 428 164		4 691 485		4 691 485
	18	6 971 481	3 710 000	8 595 013		8 595 013
	19	801 605	(20 949 400)	(8 558 150)	(57 327)	(8 615 477)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	4 647 871	(16 374 900)	(4 677 090)		(4 677 090)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 417 039	4 514 318	8 058 012	98 808	8 156 820		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	8 185 934 ) (	24 659 400 ) (	19 632 859 ) (	57 327 ) (	19 690 186)	
Produit de cession	3	75 207		49 589		49 589		
Amortissement	4	12 304 469	12 313 423	12 570 441	37 669	12 608 110		
(Gain) perte sur cession	5	(38 724)		(10 016)	(4)	(10 020)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	4 155 018	(12 345 977)	(7 022 845)	(19 662)	(7 042 507)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 184 981)		849 409		849 409		
Variation des stocks de fournitures	9	17 655		(24 801)		(24 801)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(239 322)		357 436	(1 749)	355 687		
	11	(1 406 648)		1 182 044	(1 749)	1 180 295		
	12	9 165 409	(7 831 659)	2 217 211	77 397	2 294 608		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	9 165 409	(7 831 659)	2 217 211	77 397	2 294 608		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(51 819 982)		(43 479 029)	281 165	(43 197 864)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(824 456)						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(52 644 438)		(43 479 029)	281 165	(43 197 864)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(43 479 029)		(41 261 818)	358 562	(40 903 256)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 545 944	4 044 299	35 406	4 079 705
Placements temporaires	2	24 100 000	23 100 000	50 699	23 150 699
Débiteurs (note 5)	3	11 889 875	9 493 834	433 733	9 744 608
Prêts (note 6)	4	345 705	345 705		345 705
Placements de portefeuille (note 7)	5	10 300 000	9 800 000	152 880	9 952 880
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	49 181 524	46 783 838	672 718	47 273 597
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			15 000	15 000
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 470 029	11 252 794	252 516	11 322 351
Revenus reportés (note 12)	13	1 714 898	1 775 290	46 640	1 821 930
Dette à long terme (note 13)	14	79 455 926	74 970 972		74 970 972
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	19 700	46 600		46 600
	16	92 660 553	88 045 656	314 156	88 176 853
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(43 479 029)	(41 261 818)	358 562	(40 903 256)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	290 530 399	297 553 244	128 865	297 682 109
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	12 391 627	11 542 218		11 542 218
Stocks de fournitures	20	729 709	754 510		754 510
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 242 591	885 155	11 450	896 605
	22	304 894 326	310 735 127	140 315	310 875 442
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	10 175 735	15 136 230		15 136 230
Excédent de fonctionnement affecté	24	7 307 996	6 517 437	370 012	6 887 449
Réserves financières et fonds réservés	25	9 803 280	7 842 278		7 842 278
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(1 663 261)	(1 400 284)	()	(1 400 284)
Financement des investissements en cours	27	10 250 781	5 440 137		5 440 137
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	225 540 766	235 937 511	128 865	236 066 376
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	261 415 297	269 473 309	498 877	269 972 186

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 417 039	8 058 012	98 808	8 156 820
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	12 304 469	12 570 441	37 669	12 608 110
Autres					
- Autre	3	111 302	(19 468)	(8 076)	(27 544)
- Modification norme MAMOT	4				
	5	18 832 810	20 608 985	128 401	20 737 386
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	932 069	2 330 068	(29 986)	2 300 082
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(1 533 220)	(151 266)	(143 456)	(294 722)
Revenus reportés	9	(217 823)	54 848	43 663	98 511
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	617 900	26 900		26 900
Propriétés destinées à la revente	11	(1 184 981)	849 409		849 409
Stocks de fournitures	12	17 655	(24 801)		(24 801)
Autres actifs non financiers	13	(239 322)	357 436	(1 753)	355 683
	14	17 225 088	24 051 579	(3 131)	24 048 448
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	8 185 934 ) (	19 632 859 ) (	57 327 ) (	19 690 186)
Produit de cession	16	75 207	49 589		49 589
	17	(8 110 727)	(19 583 270)	(57 327)	(19 640 597)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	2 880 ) (	2 880)
Cession	21	(1 400 000)			
Variation nette des placements temporaires	22	(1 000 000)	500 000		500 000
	23	(2 400 000)	500 000	(2 880)	497 120
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	9 897 918	14 036 000	15 000	14 051 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	13 340 759 ) (	18 520 954 ) (	) (	18 520 954)
Variation nette des emprunts temporaires	26				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27				
Autres					
-	28			2 528	2 528
-	29				
	30	(3 442 841)	(4 484 954)	17 528	(4 467 426)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	3 271 520	483 355	(45 810)	437 545
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	23 374 424	26 645 944	131 915	26 777 859
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	26 645 944	27 129 299	86 105	27 215 404

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Rémunération	1	19 082 650	19 900 135	20 470 590	1 308 680	21 386 665
Charges sociales	2	5 206 520	5 328 980	5 082 308	230 944	5 243 969
Biens et services	3	28 842 283	34 570 726	28 542 484	2 169 938	28 542 484
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 878 555	2 452 544	2 400 033		2 400 033
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	678 326				
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	17 321	64 541	7 349		7 349
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	716 765	784 833	779 340		779 340
Autres	10					
Autres organismes	11	5 825 972		5 420 797		5 420 797
Amortissement des immobilisations	12	12 304 469	12 313 423	12 570 441	37 669	12 608 110
Autres						
-	13					
-	14					
-	15					
	16	74 552 861	75 415 182	75 273 342	3 747 231	76 388 747

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
			Redressées note 20
Revenus			
Taxes	1	55 086 953	52 345 289
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 873 149	5 559 853
Quotes-parts	3		
Transferts	4	6 262 237	6 601 632
Services rendus	5	6 980 117	6 922 636
Imposition de droits	6	2 429 872	2 710 116
Amendes et pénalités	7	911 555	974 086
Intérêts	8	1 218 427	1 177 931
Autres revenus	9	6 783 257	5 483 301
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	84 545 567	81 774 844
Charges			
Administration générale	12	10 201 100	10 209 135
Sécurité publique	13	11 219 424	10 555 844
Transport	14	18 119 271	18 587 449
Hygiène du milieu	15	15 834 420	15 592 591
Santé et bien-être	16	556 431	703 808
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 067 522	4 795 875
Loisirs et culture	18	12 983 197	12 350 861
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 407 382	2 574 202
	21	76 388 747	75 369 765
Excédent (déficit) de l'exercice	22	8 156 820	6 405 079
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	261 815 366	256 234 743
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(824 456)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	261 815 366	255 410 287
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	269 972 186	261 815 366

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations	
		2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 156 820	6 405 079
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(19 690 186)	(8 244 240)
Produit de cession	3	49 589	75 207
Amortissement	4	12 608 110	12 340 444
(Gain) perte sur cession	5	(10 020)	(38 724)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(7 042 507)	4 132 687
Variation des propriétés destinées à la revente	8	849 409	(1 184 981)
Variation des stocks de fournitures	9	(24 801)	17 655
Variation des autres actifs non financiers	10	355 687	(233 622)
	11	1 180 295	(1 400 948)
	12	2 294 608	9 136 818
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 294 608	9 136 818
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(43 197 864)	(51 510 226)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(824 456)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(43 197 864)	(52 334 682)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(40 903 256)	(43 197 864)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 079 705	2 627 521
Placements temporaires	2	23 150 699	24 150 338
Débiteurs (note 5)	3	9 744 608	12 044 690
Prêts (note 6)	4	345 705	345 705
Placements de portefeuille (note 7)	5	9 952 880	10 450 000
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	47 273 597	49 618 254
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	15 000	
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	11 322 351	11 617 073
Revenus reportés (note 12)	13	1 821 930	1 723 419
Dette à long terme (note 13)	14	74 970 972	79 455 926
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	46 600	19 700
	16	88 176 853	92 816 118
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(40 903 256)	(43 197 864)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	297 682 109	290 639 606
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 542 218	12 391 627
Stocks de fournitures	20	754 510	729 709
Autres actifs non financiers (note 17)	21	896 605	1 252 288
	22	310 875 442	305 013 230
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	269 972 186	261 815 366

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 156 820	6 405 079
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	12 608 110	12 340 444
Autres			
- Autre	3	(27 544)	189 160
- Modification norme MAMOT	4		(79 374)
	5	20 737 386	18 855 309
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 300 082	867 816
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(294 722)	(1 234 440)
Revenus reportés	9	98 511	(217 823)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	26 900	617 900
Propriétés destinées à la revente	11	849 409	(1 184 981)
Stocks de fournitures	12	(24 801)	17 655
Autres actifs non financiers	13	355 683	(233 622)
	14	24 048 448	17 487 814
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(19 690 186)	(8 244 240)
Produit de cession	16	49 589	75 207
	17	(19 640 597)	(8 169 033)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(2 880)	()
Cession	21		(1 400 000)
Variation nette des placements temporaires	22	500 000	(1 150 000)
	23	497 120	(2 550 000)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	14 051 000	9 897 918
Remboursement de la dette à long terme	25	(18 520 954)	(13 340 759)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(34 460)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28	2 528	
-	29		
	30	(4 467 426)	(3 477 301)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	437 545	3 291 480
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	26 777 859	23 486 379
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	27 215 404	26 777 859

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée selon la Loi sur les cités et villes. La Ville de Rimouski est issue du regroupement depuis le 1er janvier 2002, des villes de Rimouski et de Pointe-au-Père, de la municipalité de Mont-Lebel, du village de Rimouski-Est et des paroisses de Sainte-Blandine, de Sainte-Odile-de-Rimouski en vertu du décret (1011-2001) et de Le Bic en vertu du règlement numéro 442-2009.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Rimouski. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu de principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

La Société des transports de Rimouski

La Société des transports de Rimouski, constituée comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, a comme but principal d'assurer l'opération et la gestion d'un service de transport adapté pour les personnes vivant un handicap et un service de transport en commun régulier uniquement dans le cadre du mandat donné par la Ville de Rimouski.

La Ville s'est engagée envers La Société des transports de Rimouski à combler toute insuffisance de revenus, c'est-à-dire le moindre des prévisions budgétaires approuvées par la Ville ou des coûts réels encourus apparaissant au rapport financier audité soumis au conseil municipal. Cette entente est renouvelable annuellement. En 2015, la contribution de la Ville a totalisé 1 059 690 \$.

Société de promotion économique de Rimouski

La Société de promotion économique de Rimouski, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, a pour objectif de promouvoir et de favoriser le développement économique, touristique et commercial de la Ville de Rimouski.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

La Ville exerce un contrôle sur la composition du conseil d'administration de la Société de promotion économique de Rimouski et subventionne celle-ci. En 2015, la Ville a versé une subvention de 778 990 \$ et a fourni un apport sous forme de loyer gratuit d'une valeur de 15 000 \$.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

-Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

-Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

-Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

-Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

-Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

-Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

-Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

-Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Rimouski, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

C) Actifs financiers

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés à la valeur d'acquisition sauf dans le cas d'une moins-value durable. Dans un tel cas, la valeur comptable des placements est réduite pour tenir compte de cette moins-value durable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Revenus reportés

Les revenus sont comptabilisés à titre de revenus reportés lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Par la suite, les revenus reportés sont diminués et un montant équivalent de revenus est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé des propriétés destinées à la revente moins les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût sauf pour les immobilisations reçues à titre gratuit qui sont comptabilisées à la juste valeur marchande à la date de prise de possession.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	de 2,5 à 33,0%
Bâtiments	de 2,5 à 6,6%
Véhicules	de 5,0 à 33,3%
Ameublement et équipement de bureau	de 10,0 à 20,0%
Machinerie, outillage et équipement	de 5,0 à 12,5%

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés au cours de l'exercice.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : Valeur lissée 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Appariement fiscal pour revenus de transfert

-Pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts :

au fur et à mesure de la constatation du revenus de transfert.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Budget

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 1er décembre 2014 et transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2015 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la Ville de Rimouski a changé sa méthode d'évaluation du passif au titre des avantages sociaux futurs. La Ville a choisi de constater le passif selon la méthode de la valeur marchande de l'actif, comme le permet les Normes comptables pour le secteur public. En 2014, la Ville utilisait la méthode actuarielle basée sur la valeur lissée de l'actif pour l'évaluation du passif au titre des avantages sociaux futurs. Cette modification de convention comptable a été appliquée rétroactivement, et les états financiers de l'exercice précédent ont été retraités. L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été de diminuer l'excédent de fonctionnement affecté au 1er janvier 2014 de 21 000 \$, d'augmenter l'excédent de fonctionnement affecté de 749 600 \$ au 31 décembre 2014 et de diminuer les dépenses de fonctionnement et les affectations de 770 600 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 507 344	2 627 521
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3	7 250 000	7 300 000
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 942 557	2 291 026
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 049 754	5 696 569
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	582 913	612 256
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Entreprises et individus	9	995 603	1 426 172
- Droits de mutation, intérêts	10	2 173 781	2 018 667
	11	9 744 608	12 044 690
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 467 316	1 728 960
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 467 316	1 728 960
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	62 598	82 082
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	345 705	345 705
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	345 705	345 705
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	9 952 880	10 450 000
	24	9 952 880	10 450 000
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(46 600)	(19 700)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(46 600)</u>	<u>(19 700)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 622 600	1 735 100
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		16 824
Régimes de retraite des élus municipaux	32	65 426	65 947
	33	<u>1 688 026</u>	<u>1 817 871</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires****Emprunts bancaires**

L'emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, porte intérêts au taux préférentiel. Toutefois, ce crédit bancaire n'était pas utilisé au 31 décembre 2015. Par contre, le solde disponible pour emprunt est de 4 700 000 \$ en raison de lettres de garanties bancaires signées pour répondre aux exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu du règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles.

La Société des Transports de Rimouski dispose d'une marge de crédit autorisée au montant de 80 000 \$, au taux préférentiel plus 1,5 %. Cette marge de crédit est inutilisée au 31 décembre 2015.

Le taux préférentiel s'élevait à 2,70 % au 31 décembre 2015.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	4 914 844	4 021 869
Salaires et avantages sociaux	38	1 112 508	1 086 978
Dépôts et retenues de garantie	39	1 217 350	2 100 100
Provision pour contestations d'évaluation	40	14 952	18 136
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	561 728	505 212
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts dette à long terme	43	338 388	377 783
- Autre courus et passifs	44	3 162 581	3 506 995
-	45		
-	46		
-	47		
	48	<u>11 322 351</u>	<u>11 617 073</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
- Excédent actuariel (RREM)	51		24 424
- Services rendus, subv et autres	52	1 821 930	1 698 995
	53	1 821 930	1 723 419

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					2015		2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,05	2016	2035	54	73 477 509	77 284 820	
Obligations et billets en monnaies étrangères					55			
Gains (pertes) de change reportés					56			
					57			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	2 388		
Organismes municipaux					59			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60			
Autres					61	1 493 463	2 168 718	
					62	74 970 972	79 455 926	
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	() ()		
					64	74 970 972	79 455 926	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2015	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2016	65	73	5 900 991	81	90	561 839	98	6 462 830	
2017	66	74	5 862 871	82	91	561 840	99	6 424 711	
2018	67	75	5 785 957	83	92	369 784	100	6 155 741	
2019	68	76	5 235 255	84	93		101	5 235 255	
2020	69	77	5 358 774	85	94		102	5 358 774	
2021 et +	70	78	45 333 661	86	95		103	45 333 661	
	71	79	73 477 509	87	96	1 493 463	104	74 970 972	
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()	
	72	80	73 477 509	89	97	1 493 463	106	74 970 972	

Note

	2015		2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	107	(17 297 293)	(18 789 802)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(23 605 963)	(24 408 062)	
Autres	109			
	110	(40 903 256)	(43 197 864)	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	59 462 443	139	12 330 239	166		193	71 792 682
Eaux usées	112	93 076 228	140	3 970 415	167		194	97 046 643
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	97 229 532	141	4 502 178	168		195	101 731 710
Autres	114	52 091 625	142	3 910 819	169		196	56 002 444
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	81 496 915	144	2 562 656	171		198	84 059 571
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	12 082 916	146	1 631 963	173	351 373	200	13 363 506
Ameublement et équipement de bureau	119	5 065 174	147	290 302	174	239 744	201	5 115 732
Machinerie, outillage et équipement divers	120	13 200 890	148	2 034 647	175	24 544	202	15 210 993
Terrains	121	12 163 459	149	229 852	176	30 544	203	12 362 767
Autres	122	146 523	150		177		204	146 523
	123	<u>426 015 705</u>	151	<u>31 463 071</u>	178	<u>646 205</u>	205	<u>456 832 571</u>
Immobilisations en cours	124	<u>36 092 426</u>	152	<u>(11 772 885)</u>	179		206	<u>24 319 541</u>
	125	<u>462 108 131</u>	153	<u>19 690 186</u>	180	<u>646 205</u>	207	<u>481 152 112</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	21 751 018	154	1 583 864	181		208	23 334 882
Eaux usées	127	33 293 632	155	2 433 125	182		209	35 726 757
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	36 306 359	156	3 128 423	183		210	39 434 782
Autres	129	29 393 054	157	1 934 247	184		211	31 327 301
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	31 520 404	159	2 059 811	186		213	33 580 215
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	7 131 685	161	602 071	188	351 373	215	7 382 383
Ameublement et équipement de bureau	134	4 260 461	162	241 696	189	244 913	216	4 257 244
Machinerie, outillage et équipement divers	135	7 665 389	163	624 873	190	10 346	217	8 279 916
Autres	136	146 523	164		191		218	146 523
	137	<u>171 468 525</u>	165	<u>12 608 110</u>	192	<u>606 632</u>	219	<u>183 470 003</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>290 639 606</u>					220	<u>297 682 109</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	8 963 243	9 463 598
Immeubles industriels municipaux	232	2 227 041	2 227 041
Autres	233	351 934	700 988
	234	11 542 218	12 391 627
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	11 542 218	12 391 627

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	361 201	374 463
Frais reportés			
- Refinancement/Rôle évaluation	238	535 404	877 825
-	239		
	240	896 605	1 252 288

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats pour une somme de 15 247 262 \$. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent ainsi: 9 672 104 \$ en 2016, 4 287 741 \$ en 2017, 1 092 633 \$ en 2018, 115 410 \$ en 2019 et 79 374 \$ en 2020.

La Ville s'est engagée à verser diverses contributions totalisant 488 500 \$ jusqu'au 31 décembre 2017. Les paiements minimums exigibles s'élèvent à 298 500 \$ en 2016 et 190 000 \$ en 2017.

La Ville s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation de Rimouski à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

La Ville a signé une entente avec le Centre polyvalent des aîné(e)s et la Société d'habitation du Québec et s'est engagée à combler 10 % du déficit annuel dans le cadre de l'application du programme de supplément au loyer <AccèsLogis>.

La Ville a acquis des terrains pour fins de développement domiciliaire. Les contrats d'acquisition mentionnent qu'une redevance correspondant à 15 % du produit de la vente des terrains doit être remise aux vendeurs en janvier de l'année suivant ladite vente. Les terrains et les dettes correspondantes sont comptabilisés au bilan.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

Conformément au règlement 17-2002 adopté en juin 2002 et au règlement 453-2009 adopté en mai 2009, modifiant le règlement 17-2002, la Ville effectue de l'auto-assurance en matière de responsabilité civile jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$. Au 31 décembre 2015, la réserve financière pour auto-assurance totalise 2 739 394 \$.

c) Poursuites

La Ville fait l'objet de diverses poursuites et réclamations totalisant 114 400 \$. La direction de la Ville est d'avis que ces poursuites et réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. La Ville étant assurée pour la plupart de ces incidents, les dossiers ont été transmis à ses assureurs.

De plus, la Ville a reçu une poursuite de nature civile d'un montant de 6 766 000 \$. Tel que spécifié à la note 19 b), la Ville est auto-assurée en matière de responsabilité civile jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$ et est assurée pour les montants excédents cette limite. Le dossier a été transmis à ses assureurs. Advenant un jugement de responsabilité dans ce dossier, la Ville serait responsable de verser 1 000 000 \$ à titre d'indemnité. Une réserve financière au montant de 2 739 394 \$ est disponible afin de pallier à cette éventualité. Pour tout excédent de cette somme, la Ville est couverte par ses assurances. Actuellement, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard vu l'incertitude relative au dénouement de cette éventualité.

d) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a redressé la présentation de certains fonds réservés de l'exercice antérieur afin de la rendre conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les fonds en questions, soit le fonds pour parcs et terrains de jeux ainsi que le fonds local pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques, qui étaient auparavant présentés dans l'excédent accumulé doivent plutôt être présentés dans les passifs à titre de revenus reportés, car ils sont grevés d'affectation d'origine externe et que l'administration municipale n'a pas la possibilité de les virer à l'excédent de fonctionnement non affecté.

L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été de diminuer l'excédent accumulé au 1er janvier 2014 de 724 084 \$, d'augmenter les revenus reportés d'un montant de 803 456 \$ au 31 décembre 2014 et d'augmenter les revenus de 79 373 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Tel que présenté à la note 3 des états financiers, la Ville a adoptée une nouvelle méthode comptable pour l'évaluation du passif au titre des avantages sociaux futurs. L'incidence de ce redressement sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été de diminuer l'excédent de fonctionnement affecté au 1er janvier 2014 de 21 000 \$, d'augmenter l'excédent de fonctionnement affecté de 749 600 \$ au 31 décembre 2014 et de diminuer les dépenses de fonctionnement et les affectations de 770 600 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec les données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, les organismes contrôlés n'ayant pas adopté de budget. Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est présentée dans les informations sectorielles.

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 1er décembre 2014 et transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2015 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 4 079 705	2 627 521
Découvert bancaire	242 (15 000)	()
Placements temporaires	243 23 150 699	24 150 338
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 27 215 404	26 777 859
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255 11 523 714	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	15 136 230	10 175 735
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 887 449	7 598 858
Réserves financières et fonds réservés	3	7 842 278	9 803 280
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 400 284 ) (	1 663 261)
Financement des investissements en cours	5	5 440 137	10 250 781
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	236 066 376	225 649 973
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	269 972 186	261 815 366
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	15 136 230	10 175 735
Organismes contrôlés	10		
	11	15 136 230	10 175 735
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ancienne Ville de Rimouski	12	35 158	190 871
- Ancienne Ville de P-au-Père	13	4 821	4 821
- Ancienne Ville de Rimouski-Est	14	2 323	3 087
- Ancienne Paroisse Ste-Blandine	15	325	325
- Ancienne Municipalité - Le Bic	16	51 772	51 772
- Rimouski - Nouvelle Ville	17	6 423 038	7 057 120
-	18		
-	19		
-	20		
	21	6 517 437	7 307 996
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- SOPER	22	368 425	289 280
- Société des transports	23	1 587	1 582
-	24		
	25	370 012	290 862
	26	6 887 449	7 598 858
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Fonds auto-assurance	27	2 739 394	2 692 612
- Opération de déneigement	28	650 348	643 586
- Protection de l'environnement	29	110 682	600 033
- VÉA - Rimouski, Rimouski-Est...	30	487 960	371 393
- Autres	31	58 771	25 351
	32	4 047 155	4 332 975
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	1 617 247	3 564 089
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	183 345	49 791
Financement des activités de fonctionnement	38	231 065	289 570
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
- Stationnement	41	1 038 650	1 014 544
- Post-fermeture LET	42	34 186	34 186
- Logement social	43	690 630	518 125
-	44		
	45	3 795 123	5 470 305
	46	7 842 278	9 803 280

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (1 400 284) ()	(1 663 261)
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (1 400 284) ()	(1 663 261)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 (1 400 284) ()	(1 663 261)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 8 185 548	12 175 541
Investissements à financer	66 (2 745 411) ()	(1 924 760)
	67 5 440 137	10 250 781
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 297 682 109	290 639 606
Propriétés destinées à la revente	69 11 542 218	12 391 627
Prêts	70 345 705	345 705
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 309 570 032	303 376 938
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 74 970 972	79 455 926
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (1 467 316) ()	(1 728 960)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	(1)
	79 73 503 656	77 726 965
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 73 503 656	77 726 965
	82 236 066 376	225 649 973

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (19 700)	(172 400)
Charge de l'exercice	5 (1 622 600)	(1 735 100)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 595 700	1 887 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(46 600)</u>	<u>(19 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 62 912 600	59 908 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>63 453 500</u>)	(<u>61 151 200</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (540 900)	(1 242 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>494 300</u>	<u>1 223 200</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (46 600)	(19 700)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(46 600)</u>	<u>(19 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 62 912 600	59 908 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>63 453 500</u>)	(<u>61 151 200</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>540 900</u>)	(<u>1 242 900</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 658 600	2 360 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u> </u>	<u>(874 700)</u>
	21 2 658 600	1 485 300
Cotisations salariales des employés	22 (1 463 600)	(1 348 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 1 195 000	136 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 370 300	527 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 <u> </u>	<u>874 700</u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 <u> </u>	<u> </u>
Autres	30 <u> </u>	<u> </u>
-	31 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 565 300</u>	<u>1 539 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 357 800	3 267 800
Rendement espéré des actifs	34 (<u>3 300 500</u>)	(<u>3 071 900</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>57 300</u>	<u>195 900</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 622 600</u>	<u>1 735 100</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 802 800	4 516 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (3 300 500)	(3 071 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (497 700)	1 445 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 856 300	599 000
Prestations versées au cours de l'exercice	41 2 857 800	3 152 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 62 912 600	59 908 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,55 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>16 824</u>	<u>16 824</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>12</u>	<u>12</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>19 414</u>	<u>19 570</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	65 426	65 947
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>65 426</u>	<u>65 947</u>
100	<u>65 426</u>	<u>65 947</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	74 970 972
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 745 411
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	183 345
Débiteurs	8	1 467 316
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	23 605 963
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 278 362
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	49 181 397
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	49 181 397
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	49 181 397
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	49 181 397
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	38 497 315	38 718 290	38 718 290	36 193 103
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	215 781	222 130	222 130	268 902
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	38 713 096	38 940 420	38 940 420	36 462 005
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	5 511 015	5 562 644	5 562 644	5 296 549
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	1 733 200	1 755 243	1 755 243	1 742 658
Matières résiduelles	13	4 388 000	4 373 478	4 373 478	4 359 078
Autres					
-Boues de fosses septiques	14	251 895	256 373	256 373	252 141
-Ramonage de cheminées	15	227 000	227 965	227 965	228 847
-	16				1 080
Centres d'urgence 9-1-1	17		113 997	113 997	83 716
Service de la dette	18	703 828	735 706	735 706	811 471
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	12 814 938	13 025 406	13 025 406	12 775 540
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	3 088 558	3 121 127	3 121 127	3 107 744
Autres	23				
	24	3 088 558	3 121 127	3 121 127	3 107 744
	25	15 903 496	16 146 533	16 146 533	15 883 284
	26	54 616 592	55 086 953	55 086 953	52 345 289

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	377 610	377 497	359 802
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	28 449	27 996	28 460
Taxes d'affaires	29	231 789	231 789	230 223
Compensations pour les terres publiques	30	20 169	20 169	20 169
	31	658 017	657 451	638 654
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 268 733	1 234 918	1 518 475
Cégeps et universités	33	1 714 640	1 724 428	2 043 819
Écoles primaires et secondaires	34	865 143	876 487	998 317
	35	3 848 516	3 835 833	4 560 611
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	4 506 533	4 493 284	5 199 265
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	179 701	179 706	170 250
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	7 413	7 678	7 563
Taxes d'affaires	43			
	44	187 114	187 384	177 813
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	175 951	192 481	182 775
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	175 951	192 481	182 775
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	4 869 598	4 873 149	5 559 853

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	15 868	15 868	43 960
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55		1 348	1 348
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	111 867	102 892	106 810
Enlèvement de la neige	58	38 624	38 624	38 624
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	269 564	429 588	269 563
Transport adapté	61	403 391	375 759	393 157
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	1 383 567	1 522 246	581 139
Réseau de distribution de l'eau potable	68	89 797	142 084	738 124
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	284 798	439 633	440 694
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		493 291	479 063
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	437 875		
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			4 845
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	75 000	62 222	261 822
Rénovation urbaine	83	112 500	79 505	222 452
Promotion et développement économique	84			567 812
Autres	85			149 408
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	304 848	284 193	368 419
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	109 340	109 340	86 680
Autres	88	449 799	450 026	462 827
Réseau d'électricité	89			
	90	4 086 838	4 546 619	5 166 402
				4 647 587

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	27 500		
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99	24 600		
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	75 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 305 000		
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 305 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113		482 556	482 556
Autres	114			1 045 553
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 569 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	154 400		
Autres	127	114 000		
Réseau d'électricité	128			
	129	4 574 500	482 556	482 556
				1 045 553

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			200 000
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	613 279	613 279	708 492
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	613 279	613 279	908 492
TOTAL DES TRANSFERTS	139	8 661 338	5 642 454	6 262 237

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141	163 564	265 528	183 731
Autres	142	23 000	22 944	30 245
	143	186 564	288 472	213 976
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	15 000	261 873	99 736
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	15 000	261 873	99 736
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	50 000	53 606	42 121
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	10 000	13 961	14 511
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	438 141	415 621	421 211
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	498 141	483 188	477 843
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	44 018	46 019	45 280
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	25 677	26 844	26 413
Autres	178	3 669	3 835	3 773
	179	73 364	76 698	75 466
Réseau d'électricité	180			
	181	773 069	1 110 231	867 021

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	730 900	733 770	653 165
Sécurité publique	183	50 100	112 493	104 244
Transport				
Réseau routier	184	795 675	920 236	880 461
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	50 000	50 000	475 926
Transport adapté	186		213 916	219 748
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	98 264	120 544	107 357
Hygiène du milieu	190	1 061 500	1 449 596	1 460 209
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	109 124	131 161	133 420
Loisirs et culture	193	1 916 644	1 827 529	2 021 085
Réseau d'électricité	194			
	195	4 812 207	5 345 329	6 055 615
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 585 276	6 455 560	6 922 636
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	280 200	286 080	347 890
Droits de mutation immobilière	198	1 230 000	1 938 385	2 053 168
Droits sur les carrières et sablières	199	150 000	203 216	298 033
Autres	200	500	2 191	11 025
	201	1 660 700	2 429 872	2 710 116
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	981 000	911 555	974 086
INTÉRÊTS	203	839 918	1 218 427	1 177 931
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		10 016	38 724
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	2 100 000	3 202 802	2 551 511
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		3 398 504	2 800 713
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210	615 078	60 827	7 107
Autres	211		41 235	85 246
	212	2 715 078	6 713 384	5 483 301

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	769 615	724 447	1 344	725 791	725 791	723 727
Application de la loi	2	385 607	433 694		433 694	433 694	345 988
Gestion financière et administrative	3	3 792 780	3 380 550	205 423	3 585 973	3 585 973	3 962 556
Greffe	4	619 307	569 264		569 264	569 264	579 040
Évaluation	5	1 291 126	1 513 317	9 872	1 523 189	1 523 189	1 134 741
Gestion du personnel	6	892 566	733 018	174 057	907 075	907 075	774 971
Autres	7	3 366 326	2 456 114		2 456 114	2 456 114	2 688 112
	8	11 117 327	9 810 404	390 696	10 201 100	10 201 100	10 209 135
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	6 348 686	6 133 939		6 133 939	6 133 939	6 113 816
Sécurité incendie	10	4 631 431	4 449 684	307 099	4 756 783	4 756 783	4 147 597
Sécurité civile	11	21 117	67 734	6 874	74 608	74 608	45 074
Autres	12	290 255	254 094		254 094	254 094	249 357
	13	11 291 489	10 905 451	313 973	11 219 424	11 219 424	10 555 844
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 729 407	4 924 999	3 431 385	8 356 384	8 356 384	8 181 439
Enlèvement de la neige	15	4 883 623	4 550 280	461 052	5 011 332	5 011 332	5 927 252
Éclairage des rues	16	625 421	615 176	145 657	760 833	760 833	724 907
Circulation et stationnement	17	789 195	977 003	55 289	1 032 292	1 032 292	859 149
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 968 675	1 822 325		1 822 325	2 378 687	2 265 296
Transport aérien	19	293 002	261 363	318 380	579 743	579 743	629 406
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	13 289 323	13 151 146	4 411 763	17 562 909	18 119 271	18 587 449

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	909 809	790 399	708 915	1 499 314	1 474 646
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 191 236	1 406 015	873 993	2 280 008	2 483 136
Traitement des eaux usées	25	1 324 134	1 272 046	1 305 892	2 577 938	2 557 525
Réseaux d'égout	26	1 698 813	2 463 814	1 363 611	3 827 425	3 604 101
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	808 663	778 626		778 626	769 757
Élimination	28	1 599 574	1 550 012	1 023 400	2 573 412	2 456 080
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	598 791	616 387	55 906	672 293	619 776
Tri et conditionnement	30	174 139	166 259		166 259	166 706
Matières organiques						
Collecte et transport	31	550 032	524 588		524 588	536 379
Traitement	32	286 405	305 995	34 303	340 298	295 026
Matériaux secs	33	315 194	272 396		272 396	209 348
Autres	34	34 115	33 545		33 545	29 910
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	113 585	85 394	2 678	88 072	93 899
Autres	39	197 142	200 246		200 246	296 302
	40	9 801 632	10 465 722	5 368 698	15 834 420	15 592 591
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	319 342	412 658		412 658	606 808
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	76 230	143 773		143 773	97 000
	44	395 572	556 431		556 431	703 808
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 106 965	2 839 476	84 505	2 923 981	2 571 770
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	14 779	16 520		16 520	10 848
Autres biens	47	348 000	254 723		254 723	712 732
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	920 063	894 404		894 404	879 401
Tourisme	49	416 988	423 222	39 426	462 648	603 024
Autres	50	9 697	8 174		8 174	18 100
Autres	51					
	52	3 816 492	4 436 519	123 931	4 560 450	4 795 875

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 054 254	2 729 500	351 350	3 080 850	3 080 850	2 867 861
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 039 552	2 078 857	368 438	2 447 295	2 447 295	2 597 692
Piscines, plages et ports de plaisance	55	463 815	488 433		488 433	488 433	421 144
Parcs et terrains de jeux	56	1 918 837	2 090 708	489 131	2 579 839	2 631 810	2 316 564
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	7 476 458	7 387 498	1 208 919	8 596 417	8 648 388	8 203 261
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 635 612	1 736 151	630 129	2 366 280	2 366 280	2 287 244
Bibliothèques	62	1 459 915	1 486 746	110 826	1 597 572	1 597 572	1 459 990
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	184 754	178 284	11 506	189 790	189 790	273 612
Autres ressources du patrimoine	64	1 000	1 000		1 000	1 000	1 000
Autres	65	115 100	180 167		180 167	180 167	125 754
	66	3 396 381	3 582 348	752 461	4 334 809	4 334 809	4 147 600
	67	10 872 839	10 969 846	1 961 380	12 931 226	12 983 197	12 350 861
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 244 719	2 168 335		2 168 335	2 168 335	2 363 227
Autres frais	70	207 825	231 698		231 698	231 698	193 654
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	64 541	7 349		7 349	7 349	17 321
	73	2 517 085	2 407 382		2 407 382	2 407 382	2 574 202
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	12 313 423	12 570 441	(12 570 441)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Rimouski (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés
287, rue Pierre-Saindon
Bureau 402
Rimouski(Québec) G5L 9A7

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A117960

DATE 2016-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>55 101 906</u>	
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	6 553	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>8 400</u>	10 <u>14 953</u>
Revenus de taxes	11		<u>55 086 953</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	55 086 953
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	6 553
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>55 093 506</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	3 121 127		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 694 378		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	113 997		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>5 929 502</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>49 164 004</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>4 242 018 500</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>4 273 435 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>4 257 726 900</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>49 164 004</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>4 257 726 900</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 1 | 5 | 4 | 7 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 990 900	3 101 475	932 818
Usines de traitement de l'eau potable	2		51 427	51 427
Usines et bassins d'épuration	3			135 342
Conduites d'égout	4	3 019 500	3 493 018	1 105 510
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	3 500 000	2 746 086	120 184
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 555 000	4 278 084	2 350 844
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			43 173
Aires de stationnement	9		37 838	37 838
Parcs et terrains de jeux	10	2 748 000	837 504	229 180
Autres infrastructures	11	1 078 500	101 620	31 020
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	594 500	586 116	162 170
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 754 500	1 247 605	1 531 523
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	400 000	1 536 697	718 993
Ameublement et équipement de bureau	18	160 000	232 974	114 268
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 858 500	1 144 921	589 832
Terrains	20		237 494	179 383
Autres	21			
	22	24 659 400	19 632 859	8 244 240

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		2 137 884	479 875
Usines de traitement de l'eau potable	24		51 427	51 427
Usines et bassins d'épuration	25			135 342
Conduites d'égout	26		2 465 443	261 692
Autres infrastructures	27		2 676 442	1 450 134
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		963 591	452 943
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		1 027 575	843 818
Autres infrastructures	32		5 324 690	1 324 267
Autres immobilisations	33		4 985 807	3 296 169
	34		19 632 859	8 244 240

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	77 284 820	14 036 000	17 843 311	73 477 509
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 388		2 388	
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	2 168 718		675 255	1 493 463
	7	79 455 926	14 036 000	18 520 954	74 970 972
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	49 791	133 554		183 345
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	11 638 320	1 871 454	2 966 195	10 543 579
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	41 630 793	10 915 040	13 375 064	39 170 769
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	53 318 904	12 920 048	16 341 259	49 897 693
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 728 960		261 644	1 467 316
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 728 960		261 644	1 467 316
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	1 728 960		261 644	1 467 316
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	24 408 062	1 115 952	1 918 051	23 605 963
Prêts	23				
Autres	24				
	25	26 137 022	1 115 952	2 179 695	25 073 279
	26	79 455 926	14 036 000	18 520 954	74 970 972
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	79 455 926	14 036 000	18 520 954	74 970 972

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	375 200	398 114	327 565
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	18 633	40 195	18 633
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18		23 897	
Rénovation urbaine	19			370 567
Promotion et développement économique	20	391 000	317 134	
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	784 833	779 340	716 765

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	65,89	35,00	5 440 392	1 421 331	6 861 723
Professionnels	2					
Cols blancs	3	146,48	32,50	5 854 250	1 459 064	7 313 314
Cols bleus	4	131,16	40,00	6 821 396	1 786 886	8 608 282
Policiers	5					
Pompiers	6	27,23	42,00	2 237 385	359 109	2 596 494
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	370,76		20 353 423	5 026 390	25 379 813
Élus	9	12,00		455 659	123 632	579 291
	10	382,76		20 809 082	5 150 022	25 959 104

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	805 347				805 347
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	1 522 246				1 522 246
Réseau de distribution de l'eau potable	13	142 084				142 084
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	439 633				439 633
Autres	16	2 250 588	482 556			2 733 144
	17	5 159 898	482 556			5 642 454

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	433 694	27		53	433 694	79	22 944	105	410 750	131
Évaluation	2	1 513 317	28	9 872	54	1 523 189	80	265 528	106	1 257 661	132
Autres	3	7 863 393	29	380 824	55	8 244 217	81	733 770	107	7 510 447	133
	4	9 810 404	30	390 696	56	10 201 100	82	1 022 242	108	9 178 858	134
Sécurité publique											
Police	5	6 133 939	31		57	6 133 939	83		109	6 133 939	135
Sécurité incendie	6	4 449 684	32	307 099	58	4 756 783	84	374 366	110	4 382 417	136
Sécurité civile	7	67 734	33	6 874	59	74 608	85		111	74 608	137
Autres	8	254 094	34		60	254 094	86		112	254 094	138
	9	10 905 451	35	313 973	61	11 219 424	87	374 366	113	10 845 058	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	4 924 999	36	3 431 385	62	8 356 384	88	225 355	114	8 131 029	140
Enlèvement de la neige	11	4 550 280	37	461 052	63	5 011 332	89	7 567	115	5 003 765	141
Autres	12	1 592 179	38	200 946	64	1 793 125	90	687 314	116	1 105 811	142
Transport collectif	13	2 083 688	39	318 380	65	2 402 068	91	170 544	117	2 231 524	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	13 151 146	41	4 411 763	67	17 562 909	93	1 090 780	119	16 472 129	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	790 399	42	708 915	68	1 499 314	94	53 606	120	1 445 708	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 406 015	43	873 993	69	2 280 008	95	438 517	121	1 841 491	147
Traitement des eaux usées	18	1 272 046	44	1 305 892	70	2 577 938	96		122	2 577 938	148
Réseaux d'égout	19	2 463 814	45	1 363 611	71	3 827 425	97	306 306	123	3 521 119	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 328 638	46	1 023 400	72	3 352 038	98	1 055 710	124	2 296 328	150
Matières recyclables	21	1 919 170	47	90 209	73	2 009 379	99	66 342	125	1 943 037	151
Autres	22		48		74		100	12 303	126	(12 303)	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	85 394	50	2 678	76	88 072	102		128	88 072	154
Autres	25	200 246	51		77	200 246	103		129	200 246	155
	26	10 465 722	52	5 368 698	78	15 834 420	104	1 932 784	130	13 901 636	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	412 658	172		187	412 658	202		217	412 658	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	143 773	174		189	143 773	204		219	143 773	234
	160	556 431	175		190	556 431	205		220	556 431	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 839 476	176	84 505	191	2 923 981	206	131 161	221	2 792 820	236 2 941
Rénovation urbaine	162	271 243	177		192	271 243	207		222	271 243	237
Promotion et développement économique	163	1 325 800	178	39 426	193	1 365 226	208		223	1 365 226	238 426
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	4 436 519	180	123 931	195	4 560 450	210	131 161	225	4 429 289	240 3 367
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	7 387 498	181	1 208 919	196	8 596 417	211	1 137 118	226	7 459 299	241 125 473
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 486 746	182	110 826	197	1 597 572	212	60 888	227	1 536 684	242
Autres	168	2 095 602	183	641 635	198	2 737 237	213	706 221	228	2 031 016	243 236 044
	169	10 969 846	184	1 961 380	199	12 931 226	214	1 904 227	229	11 026 999	244 361 517
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	60 295 519	186	12 570 441	201	72 865 960	216	6 455 560	231	66 410 400	246 2 407 382

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	338 492	258 063
Charges sociales	2	67 714	51 061
Biens et services	3	19 226 653	7 876 810
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	19 632 859	8 185 934

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	10 175 735	8 731 223
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	10 175 735	8 731 223
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 717 587	2 822 242
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(15 000)
Activités d'investissement	6		(777 807)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(71 092)	(394 923)
Réserves financières et fonds réservés	8	(686 000)	(190 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	4 960 495	1 444 512
Solde à la fin de l'exercice	12	15 136 230	10 175 735
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	6 558 396	7 408 738
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	749 600	(21 000)
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 307 996	7 387 738
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(362 924)	(199 715)
Activités d'investissement	17	(498 727)	(274 950)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	71 092	394 923
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(790 559)	(79 742)
Solde à la fin de l'exercice	22	6 517 437	7 307 996
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	10 527 364	10 801 464
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(724 084)	(803 456)
Solde redressé au début de l'exercice	25	9 803 280	9 998 008
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 910 929	700 010
Activités d'investissement	27	(4 691 485)	(1 428 164)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	686 000	190 000
Financement des investissements en cours	29	133 554	343 426
	30	(1 961 002)	(194 728)
Solde à la fin de l'exercice	31	7 842 278	9 803 280

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (1 663 261)	(2 383 824)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (1 663 261)	(2 383 824)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (262 977)	(720 563)
Autres	44 ()	()
	45 (262 977)	(720 563)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 (262 977)	(720 563)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 (1 400 284)	(1 663 261)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 10 250 781	5 946 336
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 10 250 781	5 946 336
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 (4 677 090)	4 647 871
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (133 554)	(343 426)
	60 (4 810 644)	4 304 445
Solde à la fin de l'exercice	61 5 440 137	10 250 781
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 225 540 766	225 318 777
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 225 540 766	225 318 777
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 10 396 745	221 989
Solde à la fin de l'exercice	68 235 937 511	225 540 766

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>14 090 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>906-2015</u> 2	686 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>14 776 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>14 776 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 () 6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	49 791 9	10	11	133 554 12 () 13	14	183 345
	15	49 791 16	17	18	133 554 19 () 20	21	183 345

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | 2 | 5 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 9 | 5 | 8 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 2 | 4 | 6 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 1 | 8 | 4 | 0 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 6 | 5 | 0 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | 2 | 5 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	2 | 1 | 5	, | 0 | 0 \$
Égout	2	| 6 | 5	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 5	, | 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | 4 | , | 2 | 0 | 0 | 0 %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
FONCIÈRE DETTE -POINTE-AU-PERE	,0313	1	
FONCIÈRE DETTE -RIMOUSKI-EST	,0056	1	
FONCIÈRE DETTE-SAINTE-BLANDINE	,0058	1	
FONCIÈRE DETTE -LE BIC	,0353	1	
RAMONAGE DE CHMINÉES	24,0000	4	
EAU DETTE-POINTE-AU-PÈRE	68,0000	4	
EAU DETTE -RIMOUSKI-EST	13,0000	4	
EGOUT DETTE-POINTE-AU-PÈRE	41,0000	4	
ASSAINISSEMENT DES EAUX-LE BIC	100,0000	4	
ASS. DES EAUX-STE-BLANDINE-VILLAGE	285,0000	4	
ASS. DES EAUX STE-BLANDINE- VAL-NEI	670,0000	4	
ASS. DES EAUX STE-BLANDINE-BOIS BR	936,0000	4	
VIDANGE DES FOSSES SEPTIQUES	105,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	45 277 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	193 131 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 205 avenue de la Cathédrale
(no) (rue)
Rimouski (Québec) G5L 7C7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 724-3100
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 724-3180
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvain St-Pierre, CPA, CGA

Téléphone (418) 724-3111
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 724-3180
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sylvain.st-pierre@ville.rimouski.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 287, rue Pierre Saindon, Bureau 402
(no) (rue)
Rimouski (Québec) G5L 9A7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 724-4136
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 723-3807
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sdoiron@deloitte.ca

Responsable du dossier Stéphane Doiron, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sylvain St-Pierre, CPA, CGA , atteste que le rapport financier consolidé de Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Rimouski .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rimouski consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Rimouski détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 8 156 820 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1547 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-20 16:34:15

Date de transmission au Ministère : 2016/05/02

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Rimouski

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	77 123 634	75 355 000	79 450 294	3 788 712	80 607 180
Investissement	2	3 846 266	4 574 500	3 881 060	57 327	3 938 387
	3	80 969 900	79 929 500	83 331 354	3 846 039	84 545 567
Charges	4	74 552 861	75 415 182	75 273 342	3 747 231	76 388 747
Excédent (déficit) de l'exercice	5	6 417 039	4 514 318	8 058 012	98 808	8 156 820
Moins : revenus d'investissement	6 (	3 846 266 ) (	4 574 500 ) (	3 881 060 ) (	57 327 ) (	3 938 387)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	2 570 773	(60 182)	4 176 952	41 481	4 218 433
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	12 304 469	12 313 423	12 570 441	37 669	12 608 110
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	27 003	120 000	32 590		32 590
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 175 766 ) (	6 736 152 ) (	6 735 595 ) (		6 735 595)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 490 560 ) (	3 710 000 ) (	3 404 801 ) (		3 404 801)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 205 858)	(1 927 089)	(1 810 982)		(1 810 982)
Autres éléments de conciliation	13	792 181		888 982	(4)	888 978
	14	251 469	60 182	1 540 635	37 665	1 578 300
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 822 242		5 717 587	79 146	5 796 733

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	11 889 875	9 493 834	9 744 608
Autres	2	37 291 649	37 290 004	37 528 989
	3	49 181 524	46 783 838	47 273 597
Passifs				
Dette à long terme	4	79 455 926	74 970 972	74 970 972
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	19 700	46 600	46 600
Autres	6	13 184 927	13 028 084	13 159 281
	7	92 660 553	88 045 656	88 176 853
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(43 479 029)	(41 261 818)	(40 903 256)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	290 530 399	297 553 244	297 682 109
Autres	10	14 363 927	13 181 883	13 193 333
	11	304 894 326	310 735 127	310 875 442
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	10 175 735	15 136 230	15 136 230
Excédent de fonctionnement affecté	13	7 307 996	6 517 437	6 887 449
Réserves financières et fonds réservés	14	9 803 280	7 842 278	7 842 278
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	1 663 261 ) (	1 400 284 ) (	1 400 284) (
Financement des investissements en cours	16	10 250 781	5 440 137	5 440 137
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	225 540 766	235 937 511	236 066 376
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	261 415 297	269 473 309	269 972 186
				261 815 366

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ancienne Ville de Rimouski	20	35 158	190 871
- Ancienne Ville de P-au-Père	21	4 821	4 821
- Ancienne Ville de Rimouski-Est	22	2 323	3 087
- Ancienne Paroisse Ste-Blandine	23	325	325
- Ancienne Municipalité - Le Bic	24	51 772	51 772
- Rimouski - Nouvelle Ville	25	6 423 038	7 057 120
-	26		
-	27		
-	28		
	29	6 517 437	7 307 996
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	30	370 012	290 862
	31	6 887 449	7 598 858
Réserves financières	32	4 047 155	4 332 975
Fonds réservés	33	3 795 123	5 470 305
	34	14 729 727	17 402 138

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	52 345 289	54 616 592	55 086 953	55 086 953
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 559 853	4 869 598	4 873 149	4 873 149
Quotes-parts	3				
Transferts	4	5 352 422	4 086 838	5 159 898	5 779 681
Services rendus	5	6 361 962	5 585 276	6 455 560	6 980 117
Autres	6	7 504 108	6 196 696	7 874 734	7 887 280
	7	77 123 634	75 355 000	79 450 294	80 607 180
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 045 553	4 574 500	482 556	482 556
Autres	11	2 800 713		3 398 504	3 455 831
	12	3 846 266	4 574 500	3 881 060	3 938 387
	13	80 969 900	79 929 500	83 331 354	84 545 567

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	1 291 126	1 513 317	9 872	1 523 189	1 523 189	1 134 741
Autres	2	9 826 201	8 297 087	380 824	8 677 911	8 677 911	9 074 394
Sécurité publique							
Police	3	6 348 686	6 133 939		6 133 939	6 133 939	6 113 816
Sécurité incendie	4	4 631 431	4 449 684	307 099	4 756 783	4 756 783	4 147 597
Autres	5	311 372	321 828	6 874	328 702	328 702	294 431
Transport							
Réseau routier	6	11 027 646	11 067 458	4 093 383	15 160 841	15 160 841	15 692 747
Transport collectif	7	2 261 677	2 083 688	318 380	2 402 068	2 958 430	2 894 702
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	5 123 992	5 932 274	4 252 411	10 184 685	10 184 685	10 119 408
Matières résiduelles	10	4 366 913	4 247 808	1 113 609	5 361 417	5 361 417	5 082 982
Autres	11	310 727	285 640	2 678	288 318	288 318	390 201
Santé et bien-être	12	395 572	556 431		556 431	556 431	703 808
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 106 965	2 839 476	84 505	2 923 981	2 923 981	2 571 770
Promotion et développement économique	14	1 346 748	1 325 800	39 426	1 365 226	1 872 298	1 500 525
Autres	15	362 779	271 243		271 243	271 243	723 580
Loisirs et culture	16	10 872 839	10 969 846	1 961 380	12 931 226	12 983 197	12 350 861
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	2 517 085	2 407 382		2 407 382	2 407 382	2 574 202
Amortissement des immobilisations	19	12 313 423	12 570 441	(12 570 441)			
	20	75 415 182	75 273 342		75 273 342	76 388 747	75 369 765

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3